**Une gouvernance européenne depuis le traité de Maastricht (1992)**

**L’idée d’une union européenne est ancienne. Au XIX e siècle Saint Simon et Victor Hugo avait compris la nécessité de créer des Etats-Unis d’Europe afin de maintenir la paix.**

**La construction européenne a démarré par un projet économique (CECA en 1951 puis CEE en 1957) dont le but politique était d’éviter de nouvelles guerres en Europe notamment entre la France et l’Allemagne. Ce régionalisme qui se met en place après le Seconde Guerre mondiale concerne d’abord 6 puis 9, 10 et enfin 12 pays.**

**La CEE vise à réaliser progressivement un marché commun, avec libre circulation des biens, des services, des capitaux et des hommes. *Mais depuis l’origine de la construction européenne, en 1948, les débats au sujet de sa gouvernance opposent les partisans d’une Europe des Etats, favorables à une coopération sans abandon de souveraineté, et ceux qui défendent une Europe supranationale impliquant des institutions auxquelles les Etats délèguent une large part de leur souveraineté. L’Union Européenne, en 1992, constitue la tentative de rapprochement à la fois économique et politique la plus poussée entre Etats d’un même continent.***

***Problématique : Quels sont les enjeux, les évolutions et les difficultés de la gouvernance européenne depuis le traité de Maastricht( 1992) ?***

1. **Le reprise de l’élargissement dans le contexte de la guerre froide.**
2. **Un nouveau contexte**

A partir de 1989 , l’effondrement du bloc soviétique marque un tournant pour la construction européenne qui peut désormais s’étendre à tout le continent.Les Etats appartenant à l’ancien bloc soviétique connaissent une période de flottement, qui peut aller jusqu’à la guerre (comme en ex-yougoslavie). Face à ce morcellement, l’Europe occidentale souhaite renforcer sa stabilité économique et politique-

Le bloc de l’ouest encourage la transition vers la démocratie libérale et l’économie de marché des anciens pays membres du bloc soviétique. La réunification de l’Allemagne en 1990 entraine un élargissement territorial de la CEE avec l’intégration de l’ancienne RDA soit 18 millions de nouveaux habitants. L’Allemagne représente alors 23 % de la population de la CEE ( contre 19% avant la réunification ).

L’intégration de PECO ( pays d’Europe centrale et orientale) s’impose peu à peu. Ils sont alors accueillis au sein du Conseil de l'Europe et ils bénéficient de programmes européens d'aide à la reconversion de leurs économies.

1. **La mise en œuvre de l’élargissement**

La question de l’intégration des PECO au sein de l'UE est posée lors du sommet de **Copenhague en juin 1993**, au cours duquel sont définis les critères d'adhésion de ces pays :

* Le premier critère est *politique :* ces pays, pour rentrer dans l'Union européenne, doivent respecter les principes de la démocratie.
* Le second critère *est économique* : ils doivent adopter des **économies de marché.**
* Le troisième critère d'adhésion est *juridique* : il stipule que les PECO doivent accepter **les acquis communautaires**, c'est-à-dire l'ensemble des règles prises au sein de l'UE avant leur adhésion.

L’UE passe ainsi de 15 à 28 membres entre 1992 et 2013, soit presque un doublement : En 1995 l’UE accueille l’Autriche, la Suède et la Finlande. En 2004, 10 pays d’Europe de l’Est adhèrent à l’UE (ex : Chypre, Malte, Estonie, Pologne…) ; la Roumanie et la Bulgarie sont entrées dans l’UE en 2007, la Croatie en 2013.

En 2015, l'Union européenne est composée de **28 membres,** compte **510 millions d'habitants** et **19 pays utilisent l'Euro.**

1. **L’approfondissement de l’économie au politique**

**A- Le traité de Maastricht, un approfondissement politique**

* Le traité de Maastricht, signé le 07 février 1992 approfondit la construction européenne en combinant les approches économiques et politiques et transforme la CEE eu Union européenne. Il repose sur 3 piliers complémentaires :
* Economique avec la réalisation de l'union économique et monétaire (UEM) parachevée par la création d'une monnaie unique, l'euro, garanti par le respect de « critères de convergence » stricts et géré par une banque centrale européenne (BCE) et politique avec reconnaissance de symboles de l'Europe (drapeau à 12 étoiles, hymne européen), création d'une citoyenneté européenne qui permet à tout citoyen de l'Union européenne de circuler librement à travers l'ensemble des pays de la zone, d'adresser des pétitions, de voter et d'être éligible aux élections locales et européennes ;
* - politique étrangère et de sécurité commune ( PESC) avec la nomination d'un haut représentant chargé de représenter l'UE qui prévoit une politique étrangère  européenne et ouvre la possibilité d’une armée européenne commune (dès 1992 création d’un  Eurocorps « symbolique » déclaré opérationnel en 1995)
* Coopération policière et judiciaire pour répondre aux problèmes posés par la libre-circulation des personnes au sein du grand marché.
* En 1995 entrent en vigueur les accords de Schengen (Luxembourg) qui permettent une libre circulation des citoyens entre les pays des Etats signataires (ex : entre la France et la Belgique).

**B-Une ratification difficile**

La ratification du traité de Maastricht a été difficile. Par exemple les français approuvent ce traité avec une faible majorité de 51,04% en septembre 1992.

Le traité de Maastricht évoque une « union toujours plus étroite entre ses membres ». L’intégration régionale suppose en effet des transferts de souveraineté comme dans un Etat fédéral. Mais l’UE n’est pas un Etat fédéral même si elle en possède quelques caractéristiques (une monnaie, un parlement, etc).

On observe la montée d’un euroscepticisme. Les partisans du non dénoncent un traité trop fédéraliste, c’est à dire au dessus des Etats. Ils lui imputent les difficultés économiques et la montée du chômage.

Les pays d’Europe de l’Est récemment libérés de la tutelle soviétique ne sont pas prêts à perdre leur indépendance et leur souveraineté retrouvées. L’Angleterre quant à elle a toujours refusé la logique supranationale. L’UE est donc aujourd’hui une « fédération d’Etats-nations » (Jacques Delors) avec un équilibre entre supranationalité et inter-gouvernementalité, entre votes à l’unanimité et votes à la majorité selon les domaines. Bref un « OPNI » c’est-à-dire un « objet politique non identifié » (Jacques Delors). La gouvernance européenne actuelle repose donc sur un compromis et constitue « une gouvernance sans gouvernement ». Ce modèle se révèle fragile à cause des désaccords entre les Etats membres et des élargissements successifs qui complexifient le système.

Par ailleurs l’Union européenne apparaît comme une construction à la carte.Les 28 pays membres de l’Union européenne ne sont pas tous signataires des mêmes traités. Au moment de la signature des accords de Schengen seuls 7 Etats sont concernés. Au moment de l’entrée en vigueur du traité seuls 13 des 15 pays de l’Union mettent en place cet espace de libre circulation sans contrôle douanier. En effet l’Irlande et l’Angleterre refusent d’y participer. Lors de la mise en place de la monnaie unique en 1992, 11 pays seulement adoptent l’euro. L’Angleterre , le Danemark par exemple utilisent toujours leur monnaie.

1. **Une Europe politique inachevée.**

**A-Quel fonctionnement à 28 ?**

Les institutions européennes ont plusieurs fois évolué. Les traités d’Amsterdam(1997) et de Nice( 1999) tentent d’améliorer le fonctionnement de l’UE mais s’avèrent insuffisants. L’UE met alors en chantier un projet de constitution.

Le traité constitutionnel de 2005 prévoyait de les réformer pour les adapter à l’intégration des 10 nouveaux membres en 2004 afin de gagner en efficacité. Rejeté par la France et les Pays-Bas, le traité est simplifié à Lisbonne en 2007 et adopté. Il définit le fonctionnement actuel de l’UE avec ses 28 Etats membres.

- Les citoyens élisent au suffrage universel direct tous les 5 ans les 766 députés européens du **Parlement européen** dont les séances plénières ont lieu à Strasbourg ou à Bruxelles. Ils votent les lois et le budget avec le conseil des ministres.

- A Bruxelles une commission européenne s’occupe des politiques communes et des propositions de lois. C’est une organisation supranationale. Les commissaires sont nommés par les Etats. Leur nombre n’a cessé de varier. Depuis novembre 2014 il ne doit pas dépasser 2/3 du nombre de pays membres (avec un système de rotation entre les pays).Les décisions y sont prises à la majorité qualifiée.

- Le **conseil européen** réunit deux fois par an à Bruxelles les chefs d’Etat et de gouvernement des pays membres pour décider des grandes orientations à donner à la politique de l’UE. **Un président** y est élu par le conseil pour un mandat de deux ans et demi (renouvelable une fois) pour représenter l’UE dans le monde.

- **Le conseil de l’Union européenne aussi conseil des ministres** réunit les ministres des pays membres par domaine (ex : agriculture, santé, etc…).il vote les lois et le budget avec le Parlement européen. La plupart des décisions y sont prises à la majorité qualifiée.

Trois autres instances complètent ces institutions :

- la banque centrale européenne (BCE) siège à Francfort pour diriger la politique monétaire commune

- la Cour de Justice européenne siège à Luxembourg pour veiller au respect du droit communautaire

- la cour des comptés européenne siège également à Luxembourg pour contrôler les finances de l’UE.

Les compétences restent partagées entre les Etats et l’UE. Depuis le traité de Maastricht les compétences de l’UE ont été élargies. L’UE est par exemple compétente pour la politique agricole commune ou pour le contrôle extérieur des frontières de l’Union. Par contre , les Etats continuent de gérer leurs politiques de santé ou leurs politiques sociales.

**B-Les défis de l’Union Européenne.**

Aujourd’hui les défis sont importants :

**Il faut faire face**: aux différences de traditions politiques, culturelles et économiques

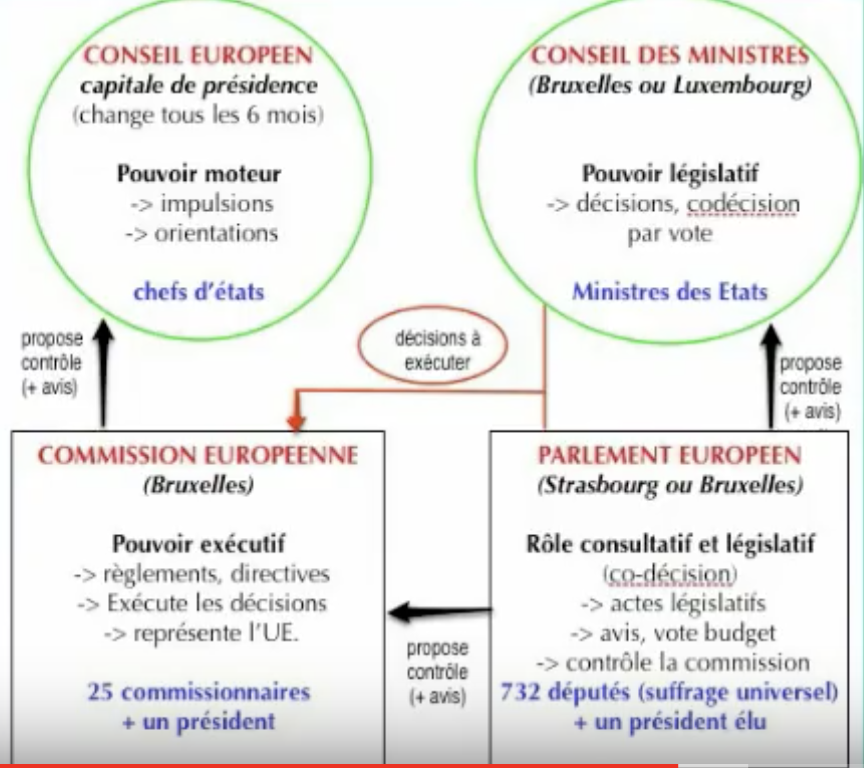
Au manque de légitimité des institutions européennes gérées par des bureaucrates, sans réel contrôle des citoyens.

A la crise économique et trouver des solutions pour les pays les plus fragiles ( Grèce)

Faire face aux demandes de sorties de l’Europe ( BREXIT )

**Conclusion**

L’Union Européenne apparaît comme un géant économique qui a un poids dans les échanges internationaux. Mais c’est un nain politique caractérisé par une avancée limitée du projet politique et par une intégration à la carte. La poussée de nationalisme et les menaces de sorties de l’Europe comme le Royaume-Uni sont de nouveaux défis pour la constructions européennes.

******